



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 26-10-167
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC, PERMISSION DE VOIRIE ET DE STATIONNEMENT
ET AUTORISATION D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX

Rue des Ecoles
Du 1^{er} au 6 octobre 2026

ARRETE DE REGULARISATION POUR OCCUPATION SANS AUTORISATION

La Maire,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2213-1 et L2213-2,

VU le code de la route, notamment les articles R411-8, R411-25, R411-26, R411-27, R417-10, L325-1 et suivants, relatifs notamment au stationnement gênant,

VU l'arrêté du 22 octobre 1963 (Journal officiel du 28 décembre 1963) modifié,

Considérant que dans le cadre des travaux de construction d'une résidence seniors, la société **DE KONINCK TP** (191 rue de la Sablière, ZI d'Auneuil, 60390 AUNEUIL), travaillant pour le compte du **CABINET BATITEC – SCCV LES CERISIERS** (28 rue Jean-Baptiste Godin, 60000 BEAUVAIS), a stationné des engins de chantier (chargeuse, container, base vie sur berce) sur le domaine public rue des Ecoles sans autorisation préalable de la Mairie,

Considérant que ces engins ont entraîné des restrictions de circulation et de stationnement pour les véhicules et les piétons sur cette voie,

Considérant qu'il convient de régulariser la situation,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté régularise la situation d'occupation du domaine public rue des Ecoles par la société DE KONINCK TP **du 1^{er} au 6 octobre 2026**.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire reste responsable de tous les accidents ayant résulté de cette situation.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'acquittera d'une redevance fixée à 105 € pour la période considérée, conformément à la délibération du Conseil municipal n°26-03-18 du 23 juin 2026.

ARTICLE 4 : La société DE KONINCK TP sera destinataire du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

- Le commissaire divisionnaire de l'Hôtel de Police de Cergy-Pontoise,
 - la Directrice générale des services,
 - le Responsable de la police municipale,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à COURDIMANCHE, le mardi 20 octobre 2026

Signé le jeudi 22 octobre 2026
Sophie MATHARAN
Maire de Courdimanche



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « *Télérecours citoyens* » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).